

L'école L'Odysée membre du baccalauréat international

Une première pour une école élémentaire francophone en Ontario

■ BRYAN MICHAUD

BRYAN.MICHAUD@TRANSCONTINENTAL.CA • TWITTER@BRYANMICHAUD

Après l'école secondaire publique Omer-Deslauriers, à Kanata, l'école élémentaire publique L'Odysée de Barrhaven est devenue officiellement, le 5 mai, la première institution scolaire francophone de niveau primaire en Ontario à obtenir son autorisation officielle du baccalauréat international.

Ayant son siège social à Genève, en Suisse, le programme de baccalauréat international a pour objectif de développer la curiosité intellectuelle, les connaissances et la sensibilité nécessaire pour contribuer à bâtir un monde meilleur et paisible chez les jeunes, le tout dans un esprit d'entente mutuelle et de respect interculturel.

«On a travaillé cinq ans avant d'être autorisés», dit avec fierté la directrice de l'école, Chantal Leclerc.

Le projet a germé en 2005 à la suite de la distribution d'un sondage aux parents. L'Odysée tant jumelée à l'école Omer-Deslauriers il y a quelques années, des membres du personnel de L'Odysée avaient

reçu des formations qui avaient donné des idées à la direction de l'institution scolaire.

Les parents avaient alors répondu positivement sur le sujet, ce qui a donné comme mandat à l'administration de L'Odysée de pousser plus loin les recherches pour déposer éventuellement sa candidature. Après avoir visité quelques écoles du genre au Québec, Mme Leclerc a amené ses conclusions à une table de concertation.

La directrice de l'école L'Odysée, Chantal Leclerc, était fière lors de la cérémonie annonçant l'autorisation officielle au baccalauréat international de son école.

Photo: Bryan Michaud



Présenté au conseil d'école, le projet obtenait toujours l'appui massif des recrudescentes au niveau des inscriptions parents. «Ça l'a aussi contribué à une scolarité», souligne Mme Leclerc.

Trois élèves des Pionniers se distinguent en robotique



L'école élémentaire catholique des Pionniers d'Orléans a remporté le 2 mai la médaille de bronze à la compétition nationale de Compétences Canada qui s'est tenue le 2 à Kitchener-Waterloo. Une douzaine d'équipes des quatre coins de l'Ontario étaient présentes afin de prendre part à cet événement grandiose. L'équipe formée de trois garçons de sixième année a pu participer à cette compétition grâce à la médaille d'or obtenue lors du tournoi du conseil le 4 février. Les élèves ont su relever tout un défi en construisant un robot Lego de la génération Mindstorm NXT 2.0 et en programmant avec brio. Sur la photo, on retrouve Charles-Henri Laurin, Jérémie Payeur et Mark Elias. Photo : Courtoisie

Un Monde de Plaisir!

CIRQUE MONDO

| Admission | | SAMEDI 14 MAI 2011 | Billets en vente | |
|----------------------------|---|--------------------|---|---|
| Adultes | 26 ⁰⁰ \$ / 24 ⁰⁰ \$ | | SCA Henri Lafontaine (425, boul. Saint-Jacques) / Gatineau (508-9111) | SCA Extra Famille Charles (885, boul. Gordon) / Gatineau (345-9011) |
| Enfants (13 ans et moins*) | 20 ⁰⁰ \$ / 18 ⁰⁰ \$ | | SCA Extra (725, Montée Parliament) / Gatineau (645-2384) | SCA Collier Nicolas Inc. (101, Chemin Appleton) / Gatineau (684-0001) |
| Moins de 2 ans* | gratuit | | SCA Famille Charles (1714, Route 105) / Chelsea (439-2126) | SCA de Colton Brabant (1205, rue de Neudé) / Masson-Angers (966-7179) |

2 Représentations: 15h00 et 19h00

CENTRE ROBERT-GUERTIN GATINEAU

*Taux incluses + Frais de service
*Pré-vente d'âge requis.
**Tarifs pré-vente jusqu'à 19h00 la journée du spectacle.

Programme sujet à changements sans préavis.

Cirque Mondo (514) 380-5501
www.cirquemondo.com

mifo

INVITATION

Assemblée générale annuelle du Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO)

Date : **mercredi 15 juin 2011**

Buffet froid : 17 h 30 (au coût de 5 \$)

Billets en vente au Centre culturel d'Orléans

Assemblée d'affaires : 18 h 30

Veillez confirmer votre présence, au plus tard le 3 juin 2011 :

6600, rue Carrière

Orléans (ON) K1C 1J4

Tél. : (613) 830-6436 poste 206

WWW.MIFO.CA

(Seuls les membres en règle auront droit de vote lors de l'assemblée. Il sera possible de se procurer une carte de membre avant le début de l'assemblée d'affaires.)

Il y aura trois (3) postes vacants au sein du conseil d'administration à pourvoir. Les personnes intéressées peuvent soumettre leur curriculum vitae accompagné d'une lettre d'intention d'ici le 3 juin 2011, 16 h à info@mifo.net.

Classement de l'article | 12 mai 2011 | *L'Express Ottawa* | *Karine Régimbald*
karine.regimbald@transcontinental.ca

Les élèves francophones apprennent à sauver des vies

Toutes les écoles francophones d'Ottawa seront dotées d'un défibrillateur

Quelques dizaines d'élèves étaient à l'oeuvre, le 5 mai, au gymnase de l'école secondaire Louis-Riel pour apprendre les rudiments de la réanimation cardiorespiratoire (RCR) et l'utilisation d'un défibrillateur.



le
ont eu la
montrer
aient
invité.
Régimbald

Photo : Karine Régimbald

Cette cohorte d'étudiants fait partie des 1800 élèves de 9e année de 12 écoles du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) et du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) qui pourront éventuellement sauver des vies en cas de besoin.

Pour Jocelyne Marciano, qui est commandante pour le programme de médecine communautaire pour les paramédics d'Ottawa, le fait que les jeunes accèdent à ce type de formation est définitivement un plus. Cet apprentissage permet, selon elle, de donner un soutien aux travailleurs de Service d'urgence qui doivent sans cesse prendre en considération le facteur temps.

«Lorsqu'on arrive sur les lieux d'un incident et qu'il y a déjà eu un début d'intervention, ça facilite notre travail et ça l'augmente les chances de survie, explique-t-elle. Sans intervention, on parle de 5 à 15% de chances de retrouver une pulsation cardiaque et avec le RCR combiné au défibrillateur, on parle de près de 70%.»

Avec le Programme de RCR de la Fondation des soins avancés en urgence coronarienne (ACT), une trentaine d'enseignants en éducation physique ont ainsi suivi une formation afin d'ensuite pouvoir la transmettre à leurs élèves. «Une partie du travail consiste à former les professeurs d'éducation physique pour qu'ils deviennent instructeurs et qu'ils puissent à leur tour donner une formation aux élèves», soutient Carole Nadeau, qui est gestionnaire de projet pour ACT.

Le propriétaire des Sénateurs d'Ottawa, Eugene Melnyk, qui est l'un des partenaires du programme, en a fait une question personnelle. «Mon père est décédé alors que je n'étais âgé que de 17 ans. Ce qu'il y a de tragique dans ce moment est que mon père était un médecin de famille et un médecin d'urgence. Il a contribué à sauver des vies quotidiennement, mais personne n'a pu sauver la sienne», a raconté Al Roberts au nom d'Eugene Melnyk, qui n'a pu se présenter à l'événement.

Les jeunes installés sur place dans le gymnase prenaient leur formation très au sérieux. Ils ont même effectué une simulation afin de montrer la vitesse avec laquelle il faut intervenir et la méthode à suivre pour le faire. Ils ont ensuite pu montrer leurs connaissances à un invité venu assister au lancement de ce programme.



Ce sont dorénavant quelque 57 écoles de la capitale nationale qui se verront en mesure d'intervenir en temps de crise. À ce jour, près de 1500 écoles du Canada participent au Programme de RCR au secondaire, mis sur pied par la Fondation des soins avancés en urgence coronarienne, représentant ainsi près de 1,8 million d'élèves à travers le pays.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3905480

Gala de l'excellence 2010 - 2011

La Nouvelle
étudiant

EVOLUTIONS

Au Centre des Arts Shenkman
245 boul. Centrum, Orléans
Le jeudi 26 mai 2011

Dîner à 11 h 30
Remise de prix à 12 h 45

Plusieurs bourses et prix seront remis
Réservez maintenant!

Evollusions est un trio d'illusionnistes
Franco-Ontariens composé d'Éric, Alexandre et Léo.

Ceux-ci ont sut épater plus de 135 différentes foules dans une période de quatre mois et se sont arrêtés dans plus de 60 villes partout en province!

L'Express
étudiant

Nos partenaires:

Desjardins
Caisses populaires
Région d'Ottawa

Conseil scolaire de
district catholique
de l'Est ontarien

CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DU CENTRE-EST
1100, rue de la Paix, Ottawa

Conseil des
écoles publiques
de l'Est de l'Ontario

uOttawa.ca

mifo

Collège Boréal

la cité collégiale
Le Collège des meilleures pratiques

www.expressottawa.ca - L'Express - Le jeudi 12 mai 2011 - 7

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.4560 Intern: 800.6364.6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Classement de l'article | 12 mai 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

«Il est vraiment désolé pour ce qu'il a fait» - Pam Kenkel

La mère de l'auteur de la vidéo «Get back to your province French people» secouée

Depuis le début de la semaine, la famille Kenkel vit un véritable cauchemar. Le téléphone sonne sans arrêt à leur résidence depuis que Ron, un adolescent orléanais, a déposé sur YouTube une vidéo raciste invitant les francophones à «retourner dans leur province», une «oeuvre» qui a été vue des dizaines de milliers de fois en quelques jours seulement.

Dans une vidéo d'une durée de six minutes, l'adolescent dit ne pas comprendre pourquoi les francophones ne veulent pas apprendre l'anglais et fait une montée de lait sur les noms de rues et de commerces francophones à Orléans.

«Il n'était vraiment pas sérieux, dit la mère de Ron, Pam Kenkel. Il est en immersion française depuis le jardin d'enfants. Il est vraiment désolé pour ce qu'il a fait. Il est désolé d'avoir offensé des gens. Il sait maintenant que c'était une affreuse erreur et qu'il n'aurait pas dû le faire. Il ne voulait pas le faire dans le sens que d'autres gens la voient.»

Selon la mère, qui semblait abattue à l'autre bout du fil et qui ne cherchait pas à défendre son fils, le tout a commencé par une mauvaise farce. L'adolescent était en compagnie de quelques amis et l'un d'entre eux s'est interrogé sur la raison d'avoir donné comme nom Place d'Orléans au centre d'achat orléanais au lieu d'Orleans Place. Plusieurs d'entre eux sont alors partis à rire.

«À l'âge qu'ils ont, lorsque quelqu'un rit, ils ont tendance à pousser ça plus loin», poursuit Mme Kenkel.

Ainsi, Ron a conçu une vidéo à partir de cette mauvaise blague, pensant qu'elle ne serait vue que par ses amis. L'histoire démontre qu'il en a été tout autrement.

À la suite d'un premier appel logé à la résidence des Kenkel, Ron a immédiatement enlevé la vidéo de la toile. Malheureusement pour lui, un autre internaute a remis la vidéo sur YouTube, qui a été visionnée plusieurs dizaines de milliers de fois, étant reprise également sur Facebook. Un autre membre du site Internet a ajouté le numéro de téléphone de la résidence des Kenkel dans la section commentaire. Depuis, le téléphone sonne de 30 à 40 fois par heure.

«Ça n'arrête pas, confie la mère. C'est constant, jours et nuits. C'est fou. Certaines personnes appellent et disent des choses très difficiles. C'est la même chose sur Internet. Certaines personnes ont vu ses excuses et ont écrit que c'était juste un enfant, qu'il s'est excusé et qu'il a commis une erreur. Il y a des gens qui n'acceptent pas ses excuses et qui le menacent.»

Assurant que ce n'est pas elle ou son mari qui ont transmis ce genre «d'idée» dans la tête de leur fils, Mme Kenkel assure que leur adolescent a été sévèrement puni.

«Mon mari et moi-même avons étudié dans l'Ouest (canadien), dit Mme Kenkel. Nous n'avions que 20 minutes par jour (de français) et c'était difficile de devenir bilingue. C'est la raison pour laquelle il est en immersion française. Nous voulons qu'il apprenne le français, nous voulons qu'il devienne bilingue.» Depuis les incidents, l'adolescent a offert ses excuses par Internet. Pour visionner la vidéo, rendez-vous au <http://www.youtube.co/user/RonKenkelRants2>.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 mai 2011 | *Le Droit*

Vidéo francophobe

Où le garçon de 14 ans a-t-il bien pu prendre cette idée de faire une vidéo francophobe ? Le « Québecbashing » est en plein essor depuis le 2 mai. Certains quotidiens canadiens ont fait des sorties éditoriales aussi hargneuses que cet adolescent au sujet du Québec. Il m'a semblé qu'il voulait entrer dans la vague comme le font souvent les adolescents. Alors, qu'on le laisse en paix et qu'on demande aux grands penseurs de certains journaux du Canada de se rétracter au sujet de leurs éditoriaux francophobes. Martin Gignac

Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 mai 2011 | Le Droit

J'ai perdu six minutes de ma vie

Une vidéo incendiaire fait le tour du Web », titrait en page 5 de notre édition d'hier. Sur la vidéo en question, qui a été vue des centaines de milliers de fois, on aperçoit un jeune garçon de 14 ans du secteur Orléans, à Ottawa, seul dans sa chambre à coucher qui, pendant six longues minutes, déblatère contre la langue française et les Canadiens français.

J'ai une dizaine d'amis Facebookiens qui ont posté cette vidéo sur leur « mur » au cours des derniers jours. Et à chaque fois je me disais: « bof ! pourquoi perdre mon temps à écouter un jeune cave qui n'a évidemment rien compris de son histoire et de l'histoire de son pays? J'ai d'autres choses à faire ». Je n'ai donc jamais pris la peine de la visionner.

Mais j'avais vite compris, en lisant les commentaires des Facebookiens francophones qui l'avaient visionnée, que cet adolescent dépassait les bornes et parlait à travers son chapeau. Un autre, quoi. Je suis né et j'ai grandi en Ontario et, croyez-moi, j'ai tout entendu. Ce jeune hurluberlu n'allait pas me surprendre, ou encore moins me provoquer ou me choquer.

Mais hier matin, après avoir lu le texte de mon collègue Philippe Orfali, ma curiosité a pris le dessus. Et je suis allé visionner cette vidéo sur Facebook.

Résultat: j'ai perdu six minutes de ma vie.

J'avoue toutefois qu'un passage m'a bien fait rire. À un moment donné, l'adolescent s'adresse aux francophones, évidemment, et il déclare (an anglais, il va sans dire):

« Apprenez l'anglais ! Vous en êtes capables. Nous vous avons prouvé que c'est possible d'apprendre une autre langue. Nous avons appris le français. Nous vous l'avons prouvé que c'est possible ».

C'est vrai qu'on compte beaucoup plus d'anglophones bilingues que de francophones bilingues dans la grande région d'Ottawa. J'avais oublié...

Sarcasme à part, ce passage vous donne une petite idée du reste du discours insignifiant de ce jeune garçon de 14 ans en sérieux manque d'attention.

Il m'a fait rire, rien de plus, rien de moins. Et au bout de ces longues et interminables six minutes, j'avais pitié pour lui. Pour ses parents aussi. Et pour tous les francophones qui, comme moi, ont perdu leur temps à visionner cette connerie.

D'autres, par contre, ont pris cette vidéo (enregistrée par un garçon de 14 ANS, faut-il le répéter) beaucoup trop au sérieux. Et selon ce qu'on pouvait lire dans notre édition d'hier, la famille de cet adolescent aurait reçu des menaces de mort (!). Leur maison a été la cible de vandales. Et leur téléphone n'a pas cessé de sonner, au point où ils ont dû changer leur numéro.

Qu'on se calme, tout le monde, qu'on se calme!

Nous avons affaire ici à un jeune, un très jeune garçon qui voulait impressionner ses amis en improvisant naïvement un discours provoquant. « Tapons sur la tête des Francos, s'est-il sûrement dit. C'est facile, ils sont moins nombreux que nous et, même s'ils regarderont cette vidéo, ils ne comprendront rien ».

Mais ce qu'il a vite réalisé, c'est que nous, les francophones, avons appris l'autre langue officielle. Oui, « c'est possible d'apprendre une autre langue »... T'as bien raison, jeune homme. Et je pense qu'on vient de te le prouver...

L'adolescent s'est excusé sur une deuxième vidéo, mardi dernier. « Je suis désolé, a-t-il déclaré. Ça devait être une blague entre amis, ça ne devait pas devenir une vidéo virale. Je suis des cours en français depuis la maternelle [...] et je m'excuse d'avoir commis cette immense gaffe », a-t-il ajouté.

Et il songe maintenant à filmer une troisième vidéo — en français celle-là — pour demander pardon aux francophones dans leur langue.

Sais-tu cher ami, ce ne sera pas nécessaire. Merci quand même mais... on t'a assez vu et entendu. « Forgive and forget ».

Mais fais-nous et fais-toi une faveur, jeune homme. Continue à suivre des cours de français, d'accord?

Crois-moi, t'as encore beaucoup à apprendre... « Avancez à la prochaine fenêtre»

J'ai fait poser mes pneus d'été, hier matin. Enfin. Et pendant que Luc du garage MacDonald-St-Louis les posait, j'ai marché jusqu'au McDo du boulevard Maisonneuve pour prendre le petit-déjeuner. (Je le sais, Docteur, je le sais que je ne devrais pas manger ça). Mais ce McDo était fermé pour des rénovations. Seul le service au volant était offert. Savez-vous comment on peut avoir l'air ridicule et étrange quand on passe à pied à la fenêtre du service au volant d'un McDo ? Pour ensuite aller manger

son « McMuffin saucisse » et sa patate sur un banc de parc en regardant le va-et-vient de la rue à travers l'oeuvre d'art public Papa ?

DEUX ACTIVITÉS À NE PAS OUBLIER...
pour une même cause

LA MARCHÉ DE LA BÉNÉVOLENCE 2011
Organisé par la Société d'Éducation
de l'Université d'Ottawa
le 23 avril 2011 - 10h00-12h00 - 11, 15

Mouvement pour la vie
SECTEUR GÉNÉRAL
SECTEUR JEUNES
SECTEUR FAMILLE
SECTEUR ANCIENS

LA 21e CLASSE DE GOLF BÉNÉVOLENT
du profit de la Société d'Éducation de l'Université
le 7 et 8 juin 2011

Amis Clubs de golf
Le Service et Soutien et
le club golf d'Actonville

Pour plus d'infos, pour faire un
don personnel ou pour devenir
contributeur - 613 963-8111

LeDroit

Il faut avoir faim, mettons.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 mai 2011 | Le Droit | PIERRE JURY pjury@ledroit.com

Le Far-West techno

Un adolescent veut faire rire ses amis d'école : devant son ordinateur muni d'une caméra intégrée, il se lance dans une diatribe francophobe, dénigrant tout ce qui lui passe par la tête et sous les yeux, notamment les noms des lieux qui l'entourent dans le secteur Orléans. La réponse ne tarde pas à venir : via des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, l'hyperlien menant au vidéo se propage, souvent accompagné de quelques remarques désobligeantes.

À l'image d'une boule de neige qui devient une masse énorme à mi-côte et qui écrase tout sur son passage, au bas de la pente, la folle lancée verbale de l'adolescent provoque des ressacs pas seulement à Ottawa, mais partout en Ontario et au Québec, et en Europe aussi. Même la ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur, se sent interpellée !

Avec l'aide de ses parents ameutés et débordés de réactions de haine, le jeune garçon a vite réalisé sa gaffe. Mais il était trop tard, la machine virale avait fait son oeuvre.

Cette fois-ci, ce n'était qu'un adolescent et ses éructations verbales sont, somme toute, assez inoffensives, même si elles doivent être décriées. Certains pourraient réclamer des cours d'éducation à l'étiquette informatique — la « nétiquette » — pour tous les élèves du secondaire. Mais nous ne parlons pas ici d'une compétence que les écoliers devraient posséder ; cela tombe plutôt dans le registre de la bienséance qui prend de nouveaux sens, dans notre époque de FarWest technologique.

Ce ne sont pas que les étudiants qui doivent être sensibilisés à cette menace à leur réputation. Nous l'avons vu, l'hiver dernier, lorsque deux conseillères municipales de Gatineau, Denise Laferrière et Patsy Bouthillette, ont vite regretté des mots qu'elles avaient prononcé dans la sphère « publique » des nouveaux médias.

Il n'y a pas d'âge pour apprendre que nous nous retrouvons devant un nouveau phénomène, l'espace virtuel, qui exige une sensibilisation nouvelle. Cette frontière est tellement inédite que tous ses usagers ont des choses à apprendre, des comportements à adopter, que ce soit les 600 millions abonnés de Facebook — presque un Canadien sur deux — et les 200 millions qui sont sur Twitter. Il a été dit et il faut répéter et sensibiliser tous ces internautes que dans l'hyperespace informatique, tout peut se propager à la vitesse de l'éclair. Le bon comme le mauvais. Un candidat comme Barack Obama peut récolter des dizaines de millions \$ pour appuyer sa campagne électorale, et un adolescent avec un sabre de lumière à la Star Wars peut devenir la risée de son école et de la planète. Une chanteuse de chorale en Écosse à l'air moche peut devenir reine de YouTube et endisquer avec les plus grands de la chanson, et la petite soeur d'une future reine d'Angleterre peut voir son postérieur devenir un sujet d'adulation pour des milliers d'admirateurs aux hormones hyperactives. Dans tous ces cas, les réactions des internautes sont aussi imprévisibles qu'imposantes.



Un nouveau monde se développe sous nos yeux. Personne ne sait où cela nous mènera comme société, comment cela évoluera. Mais aussi virtuel il peut être, aussi vrai il peut être. Il faut apprendre à vivre avec. Et à reconnaître qu'une gaffe virtuelle heurte autant que toutes les autres.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 mai 2011 | *Le Droit*

Nous avons mal réagi

J'ai honte de tous les francophones qui ont même levé le petit doigt ou élevé la voix suite à cette vidéo (« Une vidéo incendiaire fait le tour du Web », *Le Droit*, 11 mai). Ce qui en dit long sur ce que j'éprouve pour les gens qui sont allés plus loin. Espèce de bande d'imbéciles. Je comprends bien les anglophones de nous détester. J.-F. Boulay

Québec

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 12 mai 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

Recul du maire : une bonne décision selon Fleury et Monette

Dossier Charlotte Whitton

Les élus francophones du conseil municipal ont accueilli positivement le recul du maire d'Ottawa, Jim Watson, dans le dossier de l'édifice Charlotte Whitton.



Photo: Bryan Michaud

M. Watson avait proposé à la dernière rencontre du comité des finances et du développement économique (FEDCO) d'honorer la mémoire de la première mairesse d'Ottawa, Charlotte Whitton, en accolant le nom de la dame au nouveau centre d'archives municipal. Le conseiller du quartier RideauVanier, Mathieu Fleury, et celui du secteur Orléans, Bob Monette, ont félicité le maire pour avoir eu le courage de revenir sur son idée.

«Je crois qu'il a réalisé que c'était quelqu'un de plus controversé qu'il l'avait cru, a défendu M. Fleury. Ça juste démontrer quelle sorte de personne il est. Il voit que ça ne fait pas l'unanimité et qu'il y a un processus en place. Il est revenu sur sa décision. Ça démontre seulement quelqu'un qui est prêt à avouer certaines de ses fautes.»

Ce qui a surtout agacé les élus francophones, comme plusieurs groupes juifs et francophones, est que le processus de consultation publique n'a pas été respecté dans ce cas-ci.

«Je n'aurais pas supporté le changement de nom, assure M. Monette. J'aurais demandé d'avoir plus de consultations. L'une des choses que j'ai apprises quand j'ai été élu dans mon premier mandat est que lorsque ça vient pour le comité d'attribution des noms commémoratifs, que c'est important d'avoir

des consultations publiques.»

À l'époque, le maire lui avait donné comme mandat de changer le nom du Complexe d'Orléans pour Complexe Bob MacQuarrie. La proposition avait été amenée directement aux élus et après le débat sur la question, qui s'était révélé houleux, le conseiller du quartier Orléans s'est promis qu'il ne s'y ferait plus prendre.

Les deux conseillers ont dit avoir reçu plusieurs appels et courriels en guise de protestation de la part des différentes communautés détestées par Mme Whitton.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Parents slam forced daycare as a 'witch hunt'

BY KRIS SIMS, PARLIAMENTARY BUREAU
FIRST POSTED: WEDNESDAY, MAY 11, 2011 11:20:03 EDT PM



The Quebec family being ordered to "socialize" their children using public school and daycare say their provincial government is on a "witch hunt" against them.

The father spoke exclusively to QMI Agency through a translator on the condition of anonymity.

"The government is willing to go to whatever means to force their ways on my family," he said. "This is like a witch hunt."

He says his nine-year-old daughter and seven-year-old son were forced from their home last year and put into a public elementary school.

"She felt rejected and ostracized at school," he said of his eldest daughter. "They had her in a 'special' class, and she got laughed at and picked-on by other children."

His son is also upset.

"He is calling home to his mom, saying he doesn't like being at school."

The traditional Catholic family lives in the Eastern Townships of Quebec. The couple said they wish to raise their four young children themselves, avoiding the massive state-run daycare system and public schools.

The father says he doesn't know who first complained to the authorities, but was summoned to court in November 2009.

In an "urgent motion" the parents were told by Youth Protective Services to put the two eldest into public school.

The parents have not been accused of abuse or negligence.

In March 2011, Judge Nicole Bernier cited minor speech delays caused by hearing difficulties in one of the children, and ruled that all four needed to be "socialized."

The family's lawyer, Jean Yves Cote, says the judge dismissed the testimony of the family doctor, who said the children were all well-cared for.

"That's outrageous," he said. "(Youth Protective Services) deeply resented the fact that the parents were doing home school here. They even sent the second child to school before he was the compulsory age."

Cote says the judge also found the mother's use of "phonics" to teach her children to read out-dated.

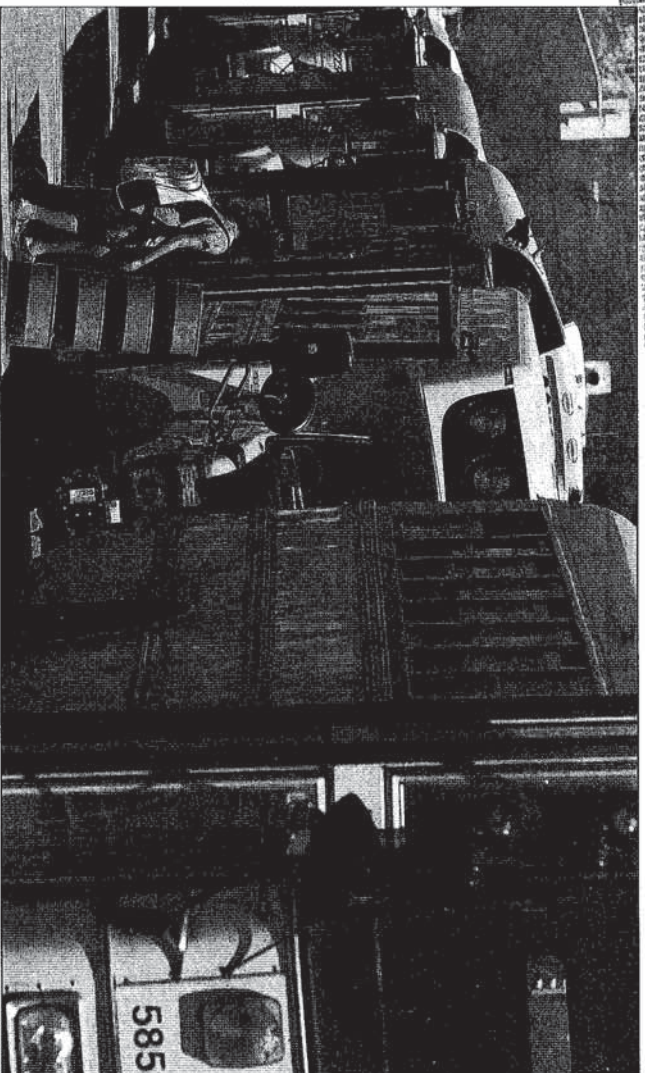
The family is appealing the case to Quebec Superior Court.

UHDGHU *#FRP P HQWV#

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.

VSRQVRUHG #IQNV

| | | |
|--|--|--|
| <p>Ottawa's #1 Gold Buyer Recycle Frog is Ottawa's most trusted gold & silver buyer. How much is yours worth?</p> | <p>It's springtime to save at Corbeil! Take advantage of incredible savings and get 36 months to pay, interest free! corbeilelectro.com</p> | <p>Kanata Dental Hygiene Dental hygiene care with an independent dental hygienist Click Here For Cleaner Teeth!</p> |
|--|--|--|



TONY CALVERT/Ottawa Sun

Plans to unite the routes of Ottawa's two English school boards seem to be stuck in neutral, to the frustration of trustees, parents and students.

School boards stalled over bus merger

JAMIE LONG
Ottawa Sun

Almost four years and more than \$150-million later, Ottawa's two English school boards are hitting red light after red light in trying to merge bus transportation routes.

And each year the province cuts 1% of transportation funding, which has raised pulses at both boards and the Ottawa Student Transportation Authority.

"I think there's animosity there for sure," said Ottawa-Carleton District School Board trustee Mark Fisher, who also criticized the Ottawa Catholic School Board. "When I've said from day one, when the province forced us into this arrangement ... you have to be

negotiating with a partner in good faith," he said.

The authority, which was formed by a 2007 merger of the board's transportation departments, is aimed at saving money.

Financial dent

But that's created a short-term financial dent, leaving Fisher wondering if the plan is "unachievable."

Many trustees thought this would only take a year or two, Fisher doesn't sit on the board, but Catholic board trustee Ted Hurley does.

He denied Fisher's comments and directed all questions to Lynn Scott, a public board trustee who's the authority's president and chairwoman.

Scott argued the two boards have different policies, funding and schedules, and hopes a general road map will be ready for trustees in June.

"We're at a point where things are going to start to roll," said Scott, who added the harmonized policy likely won't be set for at least another 18 months.

"Everybody is a little bit frustrated that it's taking us longer than we had hoped. But as a trustee, I don't think I had the realization when we started ... the magnitude of computer systems needed to be in place," she added.

The frustration has also spilled over to parents and students, who are facing big changes to school start times. For schools such as Cair-

line Wilson Secondary School in Orleans, there could be a 75-minute change — from 9:15 a.m. to 8 a.m.

Scott said everyone is feeling the pain since the province had down the law.

She also said each school year presents new speed-bumps and 2011-12 will be no different, with both boards opening a new elementary school in the west end.

As of next September, the public board will have 118 elementary schools and 26 high schools. The Catholic board will have 94 elementary schools and two intermediate schools and 15 high schools.

jamie.long@sunmedia.ca
Writer, @ottawasunblog

2009-10 TRANSPORTATION FUNDING DISCREPANCY BETWEEN BOARDS

PUBLIC VS CATHOLIC TRANSPORTATION GRANT

P: \$27,872,495
C: \$23,670,881

Students

P: 66,473
C: 36,549

\$ Per Student

P: \$419.31
C: \$647.65

Courtesy: Ministry of Education, OEDS8

Public board wants cash equality

The Ottawa-Carleton District School Board is pining for better transportation funding, especially in comparison to the Catholic school board.

A report from the public board to trustees this week claims a "wide unavourable discrepancy" in transportation funding to the two boards, which is highlighted by the difference in spending on OC Transport passes.

According to ministry numbers, transportation funding is \$230 more per student for the Catholic board than the public board.

The Catholic board is also able to dish out \$100 more per student on bus passes.

East Ottawa trustee John Shea, who sits on the Ottawa Student Transportation Authority, said the difference in funding has put unnecessary pressures on amalgamating the two boards' bus routes.

Yearly cuts

He also said the yearly 1% cuts in funding for failing to merge routes isn't helping, either.

"It's a very backward process," said Shea, who wants funding to each board to represent the number of students served.

"You don't need to drop them down. Ideally, we'd like to see a top-up just so that we're on equal footing."

"That way it makes it a heck of a lot easier to move forward," he added.

The public board's accounting staff estimate the Catholic board should receive \$8.3 million less or the ministry should give the public board \$15.2 million more to even the score.

Trustee Mark Fisher said he wouldn't mind investing more money into transportation from next year's reserves budget to make it an even playing field, but the onus is still on the province to ante up.

—Jamie Long